



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

éleveurs

Question au Gouvernement n° 1017

Texte de la question

SITUATION DES ÉLEVEURS

M. le président. La parole est à Mme Véronique Besse.

Mme Véronique Besse. Ma question, qui s'adresse à M. le ministre de l'agriculture, revient sur un sujet déjà abordé par mes collègues.

Dimanche dernier, dix mille éleveurs venus de toute la France ont défilé dans les rues de Paris. Ces agriculteurs, monsieur le ministre, sont venus manifester leur colère.

Ils sont en colère contre la surenchère fiscale et contre la surenchère réglementaire décidée par Bruxelles et orchestrée par le Gouvernement. Face à la multiplication des contraintes administratives, certains préfèrent renoncer.

Ils sont en colère, car ils ne sont protégés ni par la France ni par l'Union européenne qui les livrent à la concurrence mondiale, sauvage et déloyale imposée par les technocrates de Bruxelles. L'accord de libre-échange avec les États-Unis, imposé par José Manuel Barroso et ses amis européistes va encore aggraver le problème.

Ils sont en colère, car le rapport de force avec la grande distribution leur est systématiquement défavorable. Quel est le constat ? Les charges augmentent, les contraintes s'empilent, les règlements parfois se contredisent, et surtout les prix sont bloqués et les revenus fondent. Les agriculteurs se sentent tout simplement abandonnés. Monsieur le ministre, ces derniers mois, je vous ai alerté sur les contraintes de plus en plus importantes qui pèsent sur les agriculteurs. Vous m'avez toujours répondu que le Gouvernement était attentif à leur situation. Aujourd'hui, les agriculteurs attendent que leur ministre s'investisse un peu plus en faveur de leur profession, qui est sinistrée.

C'est l'avenir de toute une filière d'excellence qui est menacée. De plus en plus d'agriculteurs sont contraints de travailler à perte ; ils ne se sentent ni écoutés, ni protégés. Dans ce contexte anxiogène, c'est aussi l'avenir et l'espoir de milliers de jeunes qui s'installent qui est en jeu. Comment y être insensible ?

Monsieur le ministre, ma question est simple : qu'attendez-vous pour permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur métier ? Qu'attendez-vous pour les accompagner véritablement ? Qu'attendez-vous, enfin, pour les défendre et les protéger des technocrates de Bruxelles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'agroalimentaire.

M. Guillaume Garot, *ministre délégué chargé de l'agroalimentaire*. Madame la députée Véronique Besse, je veux vous redire que Stéphane Le Foll est complètement investi dans la défense de nos éleveurs...

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Christian Jacob. C'est trop pour être sincère !

M. Guillaume Garot, *ministre délégué*. ...et d'une certaine conception de l'agriculture française, faite de solidarité, mais aussi de diversité. Cela nous change du passé !

Vous m'avez interrogé sur les mesures que le Gouvernement a prises pour soutenir nos éleveurs. Je voudrais vous les rappeler en quelques mots. Il y a d'abord le plan de relance pour la filière porcine et la filière volaille, et pour faire du levier écologique un levier de performance économique - c'est très important.

M. Franck Gilard. C'est creux !

M. Guillaume Garot, *ministre délégué*. Vous avez ensuite évoqué les relations avec la grande distribution, qui ont été totalement déséquilibrées par la loi LME, que vous avez votée en 2008. Cette loi, nous la corrigeons aujourd'hui, pour faire en sorte que la volatilité du prix des matières premières soit prise en considération dans le calcul du prix final. Nous soutenons également, pour les filières d'élevage, la création d'un nouveau label, qui s'appellera " Viande de France "...

M. Lucien Degauchy. Toujours des promesses !

M. Guillaume Garot, *ministre délégué*. ...et qui permettra de reconnaître, non seulement la qualité du produit, mais plus encore la qualité du travail de nos éleveurs. C'est tellement important aujourd'hui !

Enfin, vous l'avez dit, il s'agit aujourd'hui de conduire une grande réforme de la politique agricole commune. C'est l'engagement du Président de la République (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), c'est l'engagement du Premier ministre, c'est l'engagement de notre ministre de l'agriculture...

M. Yves Nicolin. C'est du blabla !

M. Guillaume Garot, *ministre délégué*. ...pour faire en sorte que les aides soient mieux distribuées, et de façon plus juste. Cela avait tellement manqué par le passé !

Ce combat, c'est Stéphane Le Foll qui le mène, en ce moment même, au moment où je vous parle. Madame la députée, nous avons pris la mesure des inquiétudes de nos éleveurs, et notre détermination, sachez-le, est totale pour que chacun puisse vivre enfin de son travail. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Besse](#)

Circonscription : Vendée (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1017

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Agroalimentaire

Ministère attributaire : Agroalimentaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juin 2013](#)